

## LA POLITIQUE LINGUISTIQUE D'EMMANUEL MACRON ET DE L'UNION EUROPÉENNE ENTERRE L'ORDONNANCE DE VILLERS-COTTERÊTS

L'inauguration du *Centre international de la Francophonie* sur les lieux où François 1<sup>er</sup> signa l'Ordonnance de 1539 érigeant le « langage maternel françois » en langue administrative et juridique du royaume devrait être une bonne nouvelle pour tous les amis de la langue française, de la Francophonie, et plus largement, de la diversité linguistique européenne et mondiale. Et tel serait bien le cas si ceux qui gouvernent la France étaient des amis sincères de notre langue et non des propagateurs acharnés du tout-anglais impérial et « transatlantique » doublés de destructeurs du fait francophone en France même et dans l'ensemble des pays de la Francophonie internationale en crise existentielle.

En France même, c'est peu dire qu'Emmanuel Macron, que sa fonction oblige théoriquement à défendre la Constitution et son Article II-a (« *La langue de la République est le français* »), et qui est aussi censément le garant de l'exécution des lois, ne fait rien pour faire respecter et pour respecter lui-même la loi Toubon-Tasca de 1994 qui fait du français « *la langue du travail, des échanges et de l'enseignement* ». Car non seulement les milieux dominants du grand capital et du haut patronat privilégient cyniquement l'anglais dans leur « com' » interne et externe, non seulement des collectivités territoriales sans honneur privilégient toutes sortes de dénominations en globish plus risibles les unes que les autres sans que l'État ne les rappelle jamais à leur devoir citoyen, mais le chef de l'exécutif ne cesse d'organiser en anglais des « évènements » sur le sol national lui-même (« *Choose France !* », « *One Planet Summit* », etc.). Pis encore, Macron n'a pas eu un mot, lorsqu'il lui fut donné de présider l'Union européenne, pour refuser le *coup d'État linguistique* perpétré par Mme Ursula von der Leyen et ses collègues : lesquels ont fait de l'anglais – en plein Brexit et alors que cette langue n'est plus l'idiome officiel premier d'aucun pays de l'UE (y compris Malte et l'Irlande) ! – la langue de travail unique de la Commission, de la Cour des Comptes et de la Cour de justice européennes.

En réalité, la mandature d'E. Macron, qui aggrave encore la situation léguée à cet égard par Sarkozy et Hollande, se traduit par le *déclin rapide et organisé du français sur le plan de la géopolitique linguistique*. Non seulement le Ruanda a-t-il déclassé le français au profit de l'anglais dans son système d'enseignement, ce que sont aussi en train de faire à différents degrés les trois pays du Maghreb, non seulement la politique africaine erratique, voire néo-coloniale de la France en Afrique subsaharienne se traduit-elle par l'éviction

du français du rang de langue nationale au Mali (au profit des langues africaines, ce qui, certes, peut se concevoir), mais Macron, le grand ami du fédéraliste canadien Justin Trudeau, n'apporte aucun soutien aux Québécois qui tentent de protéger le français, décrété officiellement « en danger » à Québec et à Montréal, de la pression continue qu'exercent à son encontre Ottawa, Londres et Washington.

Comme si cela ne suffisait pas, les chaînes du « service public » de l'audiovisuel censurent à qui mieux mieux les actions et les communiqués des associations de défense du français. Ceux-ci tirent pourtant la sonnette d'alarme, à l'instar de feu Hélène Carrère d'Encausse, à propos de la honteuse *politique d'américanisation linguistique de la France* que mènent, à l'abri de toute débat démocratique, les « élites » politiques, économiques et médiatiques de notre pays à l'avantage du tout-anglais et au détriment de la langue de Molière. Et cette parole, qu'elles refusent aux militants et défenseurs du français, qu'ils soient de gauche, de droite ou sans coloration politique, les autorités médiatiques la distribuent généreusement à des *linguistes atterrantes* qui prétendent, en niant l'évidence, que notre langue se porterait fort bien, que le problème ne serait pas sa destruction méthodique en cours mais... le prétendu « catastrophisme » de ses défenseurs... Lesquels n'ont pourtant voie au chapitre nulle part ! Il suffit pourtant à n'importe qui de se promener dans une grande avenue de ville grande ou moyenne pour voir qu'on n'en est plus aux « emprunts » à l'anglais de naguère, fussent-ils nombreux (les « anglicismes »), mais à la *substitution* systématique d'un jargon globish au vocabulaire français le plus courant. Il en va ainsi quand la Banque postale se baptise « *French Bank* », que « SNCF » nomme ses « produits » « ouigo » ou « inoui », quand les nouveaux titres de presse se nomment sciemment « *So Foot* » (si pied !), « *Society* » ou « *We demain* » (un titre qui dit tout, subliminalement parlant, sur l'assassinat linguistique en cours).

Cette *politique d'arrachage linguistique* qui s'apparente à un *linguicide* accompagne l'alignement accru de la France sur l'« ordre » euro-atlantiste mondial piloté depuis Washington. Il va également de pair avec le déploiement continu de politiques néolibérales et supranationales qui brisent l'une après l'autre les conquêtes sociales mises en place par le Front populaire, puis par le CNR, retraites par répartition, remboursements maladie, conventions collectives de branche, statuts publics, Code du travail protecteur, voire République souveraine, une et indivisible sacrifiée sur l'autel de l'Europe des régions néo-féodales synonymes de déclasserement de la langue nationale et de destruction concomitante du *produire en France* et des services publics d'État.

C'est pourquoi, hélas, **l'inauguration prévue le 19 octobre relève du faux-semblant** car il n'y a rien de merveilleux à ce que notre langue soit quasiment muséifiée par ceux-là même qui, au nom du peuple français jamais consulté sur ce point, contribuent le plus à l'humilier. Pour défendre la langue de la République qui constitue aussi le ciment de la fraternité francophone internationale et sert aussi de digue mondiale à la *langue et à la culture uniques mondiales* qui menacent, citoyens et travailleurs, réapprenons à résister : ensemble, **reprenons langue !**

**\*Comité Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistiques** – Président d'honneur, Léon Landini, ancien Franc-Tireur et Partisan de la Main-d'œuvre Immigrée, Médaille de la Résistance – Président exécutif : Georges Gastaud, philosophe – Secrétaire général, Matthieu Varnier, ingénieur roboticien - **Association Francophonie Avenir** – Président, Régis Ravat – Secrétaire : Thierry Saladin, médecin.

Contact COURRIEL [gastaudcrovisier2@gmail.com](mailto:gastaudcrovisier2@gmail.com) – Tél 07 61 05 99 21  
<https://courriel-languefrancaise.com/>

Contact AFRAV [afrav@francophonie-avenir.com](mailto:afrav@francophonie-avenir.com) – Tél 06 66 46 77 07  
<https://www.francophonie-avenir.com/fr/accueil/bienvenue>

<sup>1</sup> Faut-il le dire, ce communiqué ne vise aucunement les amis de la langue française qui ont milité depuis vingt ans pour l'ouverture du centre à Villers-Cotterêts, au contraire, nous les saluons chaleureusement.